

ROYAUME DE BELGIQUE.
-----KONINKRIJK BELGIE.
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.
-----ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 19 février 1987, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "relative à la déclaration et à la publicité des participations significatives dans les sociétés cotées", a donné le 20 février 1987 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 19 februari 1987 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "met betrekking tot de aangifte en de openbaarmaking van betekenisvolle deelnemingen in genoteerde vennootschappen", heeft op 20 februari 1987 het volgend advies gegeven :

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se borner à formuler les observations suivantes.

OBSERVATION LIMINAIRE.

Le projet s'inspire, en ses articles 1er à 4, de la proposition de directive du Conseil des Communautés européennes concernant les informations à publier lors de l'acquisition et de la cession d'une participation importante dans le capital d'une société cotée en bourse (1).

Si le Conseil des Communautés européennes adopte la proposition de directive précitée, les Etats membres devront prendre les mesures nécessaires pour s'y conformer au plus tard le 1er janvier 1991.

Selon le délégué du Ministre, l'application anticipée de la proposition de directive est commandée par l'évolution récente du comportement de certains investisseurs.

Comme le texte du projet s'écarte, sur certains points, des dispositions de la proposition de directive et que celles-ci, au demeurant, sont susceptibles d'être modifiées avant leur adoption, il y aurait lieu d'habiliter le Roi à apporter à la loi en projet, les modifications qui seraient rendues nécessaires pour l'exécution des directives du Conseil des Communautés réglant la matière.

.../...

(1) Journal officiel des Communautés européennes,
n° C 351/35 du 31 décembre 1985.

EXAMEN DU TEXTE.INTITULE.

Mieux vaudrait écrire : "Projet de loi relative à la déclaration et à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse".

+

Le dispositif doit être précédé d'un arrêté de présentation.

+

DISPOSITIF.Article 1er.

Au paragraphe 1er, alinéa 1er, il y a lieu d'écrire "... doit déclarer à celle-ci le nombre de titres qu'elle possède" et non pas "... doit déclarer à celle-ci le nombre de titres ainsi acquis".

Ce texte est proposé pour régler de façon non équivoque le cas d'achats successifs de titres.

Au paragraphe 1er, alinéa 1er, du texte néerlandais, il faudrait écrire "stemrecht verlenende" au lieu de "stemgerechtigde". La même remarque vaut pour le paragraphe 2.

.../...

Article 2.

Au paragraphe 2, il convient d'écrire "à l'article 1er, § 2" au lieu de "au paragraphe 2 de l'article 1er".

L'observation vaut également pour l'article 3 (deux fois), l'article 4 et l'article 11.

Au paragraphe 2 du texte néerlandais, il faudrait écrire : "... worden de effecten opgeteld die verworven zijn ...".

Dans le même paragraphe du texte néerlandais il faudrait écrire : "Elke persoon is voor de effecten die hij verwerft ...".

Article 3.

Selon le délégué du Ministre, l'expression "en droit ou en fait" tend à éviter toute interprétation a contrario qui serait déduite de la comparaison avec l'article 1er, § 1er, de l'arrêté royal n° 64 du 10 novembre 1967 organisant le statut des sociétés à portefeuille.

A la troisième ligne du texte néerlandais il faudrait écrire "..., dan moet hij dit ..." au lieu de "..., dan moet zij dit ...".

Article 4.

A l'alinéa 1er, dans un souci de clarté, il y a lieu d'écrire : "... visées à l'article 1er, à l'article 2, § 2, et à l'article 3".

.../...

La même observation vaut pour l'article 5, l'article 7, l'article 8, alinéa 1er, 1° et 2°, et l'article 10, 4°.

Articles 6 et 7.

Il résulte de la combinaison de ces articles que la méconnaissance d'une clause des statuts d'une société serait frappée d'une sanction pénale, ce qui est inhabituel dans notre droit. Il paraît anormal de faire dépendre, du moins partiellement, de la volonté des auteurs des statuts, l'application de sanctions pénales.

L'article 7, en tant qu'il se réfère à l'article 6, devrait être revu.

Article 8.

La seconde phrase de l'alinéa 2 doit être rédigée de la façon suivante : "Il peut également prendre la mesure visée à l'alinéa 1er, 3°, à la requête de la personne faisant l'objet de la suspension visée à l'alinéa 1er, 2°".

+

Selon les explications données par le fonctionnaire délégué au sujet de l'alinéa 4, les mesures ordonnées par le président du tribunal de commerce prennent également fin en cas de condamnation définitive du chef de poursuites intentées en vertu de l'article 7, parce que, dans ce cas, la décision de condamnation réalise une publicité suffisante.

.../...

on peut se demander s'il en sera ainsi dans tous les cas, notamment lorsque l'action publique aura été intentée en l'absence de plainte de la société.

Article 9.

Il y a lieu d'écrire "le tribunal de commerce".

Article 10.

Au 1°, le projet permet au Roi de "modifier le chiffre de 200 millions de francs", prévu à l'article 1er, § 2. Le Roi reçoit ainsi le pouvoir de modifier sans limitation le champ d'application de la loi. Il s'agit d'une délégation excessive. Le législateur devrait indiquer la limite maximum et la limite minimum du pouvoir conféré au Roi.

+

Au 5°, il y a lieu de préciser dans le dispositif de la loi elle-même les conditions auxquelles la Commission bancaire, habilitée à cette fin par le Roi, pourra accorder des dérogations à l'article 4, alinéa 2, de la loi en projet. Cette précision pourrait s'inspirer de l'article 9 de la proposition de directive précitée, qui est conçu en ces termes :

.../...

"Article 9.-

Les autorités compétentes visées à l'article 10 peuvent dispenser les personnes et les sociétés visées respectivement aux articles 1er et 8 de leur obligation d'information, telle qu'elle est définie respectivement aux articles 3 et 8, lorsqu'elles estiment que la divulgation de ces informations serait contraire à l'intérêt public ou comporterait pour ces personnes ou ces sociétés un préjudice grave, pour autant que, dans ce cas, l'absence de publication ne soit pas de nature à induire le public en erreur en ce qui concerne l'appréciation des actions en question".

Article 11.

A l'alinéa 1er du texte néerlandais, il convient d'écrire : "... van de effecten in zijn bezit ...".

L'alinéa 3 est rédigé comme suit :

"Les déclarations doivent être faites au plus tard deux mois après l'entrée en vigueur de l'arrêté royal visé à l'article 10".

L'article 10 pourrait ne pas faire l'objet d'un seul arrêté royal d'exécution mais de plusieurs arrêtés d'exécution. La rédaction suivante est dès lors proposée pour l'alinéa 3 :

"les déclarations doivent être faites au plus tard à la date fixée par le Roi".

Il va de soi que le Roi devra laisser aux intéressés un délai suffisant.

Il convient de déterminer la date d'entrée en vigueur non seulement de l'article 11 mais aussi des autres articles du projet.

+

L'article 10 du projet doit être déclaré applicable dans le dispositif de l'article 11, conformément à l'intention du Gouvernement, qui apparaît de l'article 10, 4°, d'habiliter le Roi à définir le contenu de la déclaration prescrite par l'article 11.

Il y a donc lieu d'écrire, à l'alinéa 5 :

"Les articles 7 à 10 sont applicables aux cas réglés par le présent article".

Binnen de korte termijn die hem is toegemeten, moet de Raad van State zich bepalen tot het maken van de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING.

De artikelen 1 tot 4 van het ontwerp nemen als uitgangspunt het voorstel voor een richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen betreffende de bij verwerving en bij overdracht van een belangrijke deelneming in het kapitaal van een ter beurse genoteerde vennootschap te publiceren gegevens (1).

Indien de Raad van de Europese Gemeenschappen het voormelde voorstel voor een richtlijn aanneemt, zullen de Lid-Staten de nodige maatregelen moeten nemen om er zich uiterlijk 1 januari 1991 naar te gedragen.

Volgens de gemachtigde van de Minister is de vervroegde toepassing van het voorstel voor een richtlijn vereist wegens de recente ontwikkeling in de handelwijze van bepaalde investeerders.

Aangezien de tekst van het ontwerp op een aantal punten van de bepalingen van het voorstel voor een richtlijn afwijkt en die bepalingen overigens gewijzigd kunnen worden nog voor ze worden aangenomen, zou de Koning gemachtigd moeten worden om in de ontworpen wet de wijzigingen aan te brengen die voor de uitvoering van de desbetreffende richtlijnen van de Raad van de Gemeenschappen noodzakelijk zouden worden.

.../...

(1) Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen, nr. C 351/35 van 31 december 1985.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.OPSCHRIFT.

Het zou beter zijn te schrijven : "Ontwerp van wet betreffende de aangifte en de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in de ter beurze genoteerde vennootschappen".

+

Het bepalend gedeelte moet worden voorafgegaan door een indieningsbesluit.

+

BEPALEND GEDEELTE.Artikel 1.

In paragraaf 1, eerste lid, moet men schrijven "... moet bij die vennootschap aangifte doen van het aantal effecten dat hij bezit, ..." en niet "... moet bij de betrokken vennootschap aangifte doen van het aantal verworven effecten".

Deze tekst wordt voorgesteld om op ondubbelzinnige wijze een regeling te treffen voor het geval van opeenvolgende aankopen van effecten.

In hetzelfde lid schrijve men "stemrecht verlenende" in plaats van "stemgerechtigde". Deze opmerking geldt ook voor paragraaf 2.

.../...

Artikel 2.

In paragraaf 2 behoort men te schrijven : "... worden de effecten opgeteld die verworven zijn ...". Voorts schrijve men "in artikel 1, § 2" in plaats van "in § 2 van artikel 1". Deze opmerking geldt ook voor artikel 3 (tweemaal), artikel 4 en artikel 11.

Ten slotte schrijve men in dezelfde paragraaf : "Elke persoon is voor de effecten die hij verwerft ...".

Artikel 3.

Volgens de gemachtigde van de Minister is het doel van de uitdrukking "in rechte of in feite", het vermijden van elke a contrario-uitlegging die ontleend zou worden aan de vergelijking met artikel 1, § 1, van het koninklijk besluit nr. 64 van 10 november 1967 tot regeling van het statuut van de portefeuillemaatschappijen.

Op de derde regel schrijve men "... , dan moet hij dit ..." in plaats van "... , dan moet zij dit ...".

Artikel 4.

In het eerste lid schrijve men duidelijkheidshalve : "... bedoeld in artikel 1, in artikel 2, § 2, en in artikel 3".

.../...

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 5, artikel 7, artikel 8, eerste lid, 1° en 2°, en artikel 10, 4°.

Artikelen 6 en 7.

Uit de samenlezing van deze artikelen komt naar voren dat aan het veronachtzamen van een bepaling van de statuten een strafrechtelijke sanctie zou verbonden zijn, wat ongewoon is in ons recht. Het lijkt abnormaal om het opleggen van straffen afhankelijk te maken, zij het ook gedeeltelijk, van de wil van de ontwerpers van de statuten.

In zoverre artikel 7 naar artikel 6 verwijst, zou het herzien moeten worden.

Artikel 8.

De tweede zin van het tweede lid moet als volgt worden geredigeerd : "Hij kan eveneens, op verzoek van de persoon waarvoor de in het eerste lid, 2°, bedoelde opschorting geldt, de in het eerste lid, 3°, bedoelde maatregel nemen".

+

Volgens de uitleg die de gemachtigde ambtenaar in verband met het vierde lid heeft verstrekt, nemen de door de voorzitter van de rechtbank van koophandel genomen beslis-

.../...

singen eveneens een einde in geval van definitieve veroordeling op grond van krachtens artikel 7 ingestelde vervolgingen, omdat, in dat geval, de openbaarmaking door de beslissing tot veroordeling op voldoende wijze wordt verzekerd.

Men kan zich afvragen of dit in alle gevallen zo zal zijn, met name als de strafvordering zal zijn ingesteld zonder klacht van de vennootschap.

Artikel 9.

Er moet worden geschreven "de rechtbank van koop-handel".

Artikel 10.

In 1°, staat het ontwerp de Koning toe "het cijfer van 200 miljoen frank", waarvan sprake in artikel 1, § 2, te "wijzigen". De Koning verkrijgt aldus de bevoegdheid om de toepassingssfeer van de wet onbeperkt te wijzigen. Die machtiging gaat te ver. De wetgever zou voor de aan de Koning verleende bevoegdheid een maximum- en een minimumgrens moeten vaststellen.

+

In 5°, moet in het bepalend gedeelte van de wet zelf worden gepreciseerd onder welke voorwaarden de Bank-commissie, daartoe door de Koning gemachtigd, afwijkingen kan toestaan van artikel 4, tweede lid, van de ontworpen wet.

.../...

Artikel 9 van het voormelde voorstel voor een richtlijn zou voor deze nadere bepaling als model kunnen dienen. Dat artikel luidt als volgt :

"Artikel 9.-

De in artikel 10 bedoelde bevoegde autoriteiten kunnen de respectievelijk in de artikelen 1 en 8 bedoelde personen en vennootschappen vrijstelling verlenen van de verplichting tot het doen van kennisgeving of mededeling volgens de artikelen 3 en 8, indien de openbaarmaking van de betrokken gegevens naar hun mening in strijd zou zijn met het openbare belang dan wel deze personen of vennootschappen ernstig nadeel zou berokkenen voor zover het publiek door het achterwege blijven van informatie niet op een dwaalspoor kan worden gebracht ten aanzien van de waarde van de betrokken aandelen".

Artikel 11.

In de Nederlandse tekst van het eerste lid moet worden geschreven : "... van de effecten in zijn bezit ...".

Het derde lid is als volgt geredigeerd :

"De aangiften moeten geschieden ten laatste twee maanden na de inwerkingtreding van het in artikel 10 bedoelde koninklijk besluit".

Het is niet onmogelijk dat voor artikel 10 niet één koninklijk besluit tot uitvoering maar verscheidene uitvoeringsbesluiten worden uitgevaardigd. Derhalve wordt voor het derde lid de volgende tekst voorgesteld :

"De aangiften moeten uiterlijk op de door de Koning vastgestelde datum geschieden".

.../...

Het spreekt vanzelf dat de Koning de betrokkenen voldoende tijd moet laten.

+

Niet alleen voor artikel 11 maar ook voor de andere artikelen van het ontwerp moet de datum van inwerkingtreding worden vastgesteld.

+

Artikel 10 van het ontwerp moet in artikel 11 van toepassing worden verklaard, overeenkomstig de uit artikel 10, 4°, blijkende bedoeling van de Regering om de Koning te machtigen tot het bepalen van de inhoud van de in artikel 11 voorgeschreven aangifte.

In het vijfde lid moet bijgevolg worden geschreven :

"De artikelen 7 tot 10 zijn van toepassing op de door dit artikel geregelde gevallen".

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT,
de Heren :

Ch. HUBERLANT,
J.-J. STRYCKMANS,

Madame : R. DEROY,
Mevrouw :

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

greffier,
griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY.

J. LIGOT.